



## Conseil économique et social

Distr. générale  
1<sup>er</sup> décembre 2015  
Français  
Original : anglais

---

### Commission du développement social

Cinquante-quatrième session

3-12 février 2016

**Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social  
et la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée  
générale : thème prioritaire : repenser et renforcer  
le développement social dans le monde contemporain**

### **Déclaration présentée par Fundación Global Democracia y Desarrollo et la Fondation mondiale pour la démocratie et le développement, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social\***

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



## Déclaration

Fundación Global Democracia y Desarrollo (Funglode) et la Fondation mondiale pour la démocratie et le développement sont des organisations sans but lucratif fondées par S. E. M. Leonel Fernández, ancien Président de la République dominicaine. Les deux organisations se consacrent à la formulation de propositions stratégiques et novatrices sur des questions mondiales d'intérêt national et international afin de contribuer à l'adoption de politiques publiques efficaces en matière de gouvernance et de développement social et économique de la République dominicaine, de l'Amérique latine et du monde.

En 2012, dans un document intitulé « Inclusion sociale, transformations sociales, innovation sociale : quel rôle pour l'UNESCO en 2014-2021? », l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) définit la société sans exclusive comme « une société pour tous dans laquelle chaque individu a un rôle actif à jouer « Une telle société repose sur les valeurs fondamentales que sont l'équité, l'égalité, la justice sociale, les droits de l'homme et les libertés ainsi que sur les principes de tolérance et de reconnaissance de la diversité. » Ces principes d'inclusion sociale sont tout à fait pertinents et doivent être pris en considération pour concrétiser les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui a été adopté récemment, sachant qu'il ne saurait y avoir de progrès tant que les privations économiques et sociales persistent.

Au niveau de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, la crise économique de 2008 a d'autant plus permis d'en prendre conscience que les pays ont eu recours à l'investissement social pour atténuer les conséquences socioéconomiques de la récession. Le 19 mai 2015, dans son exposé présenté à la réunion du Groupe d'experts sur le thème prioritaire des cinquante-troisième et cinquante-quatrième sessions de la Commission du développement social, Simone Cecchini de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a relevé que les pays de la région ont progressivement étendu la protection sociale au profit de leurs communautés en adoptant des instruments juridiques qui leur ont permis de passer des politiques sociales adaptées aux besoins aux droits sociaux effectifs qui s'appliquent à tout le monde. En République dominicaine, cette mesure s'est traduite par l'adoption de la Constitution de 2010 dont l'article 39 garantit ces droits sociaux. En 2015, dans un document statistique intitulé « América Latina: evolución de la pobreza y de la indigencia, 1980-2014 », la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes a confirmé que ces initiatives ont permis de réduire le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté (celles-ci représentaient 40,5 % de la population en 1980 contre 28 % en 2013), la région demeure la partie du monde où l'inégalité est la plus forte, avec 167 millions de personnes qui continuent de vivre sous seuil de pauvreté. En tant qu'organisation dont la mission est de promouvoir le développement durable en République dominicaine, la Fondation mondiale pour la démocratie et le développement préconise un paradigme de développement social qui favorise des politiques sociales novatrices et, partant, l'accès à l'éducation, la création d'emplois, la participation du public et l'autonomisation de tous les individus et de toutes les communautés pour qu'ils partagent les fruits de la croissance économique et en assument les conditions.

Toujours dans son exposé du 19 mai 2015 à la réunion du Groupe d'experts sur le thème prioritaire des cinquante-troisième et cinquante-quatrième sessions de la Commission du développement social, Simone Cecchini a relevé que la plupart des pays de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes ont d'ores et déjà élargi l'accès gratuit à l'éducation préscolaire (enfants de 3 à 6 ans). Cependant, alors que l'édition 2014 du Preliminary Overview of the Economies of Latin America and the Caribbean, publié par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes prévoit un faible taux de croissance de 1 % pour l'année 2015, il importe que toutes les parties prenantes, y compris la société civile, complètent les mesures prises par le gouvernement si nous voulons rompre véritablement le cycle de la pauvreté et parvenir à un développement durable. CARE foundation au Pérou est un exemple d'organisation de la société civile dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes qui, à travers son programme 'Donner des chances aux filles' (Niñas con Oportunidades) intervient directement dans les communautés locales pour s'assurer que les jeunes filles achèvent leur éducation et se construisent un meilleur avenir. Citant un document publié par la Banque mondiale en 1994 intitulé « Investing in All the People: Educating Women in Developing Countries », CARE observe que les avancées dans le domaine fondamental de l'éducation ont des répercussions positives sur d'autres secteurs tels que la santé publique, et que les enfants dont les mères ont reçu une éducation sont à 40 % plus susceptibles de vivre au-delà de 5 ans. Les politiques qui vont au-delà des fonctions sociales éducatives traditionnelles pour tenir compte des questions environnementales sont également un moyen efficace de soutenir les efforts de développement durable. Le programme Eco-Huertos de la Fondation mondiale pour la démocratie et le développement est une initiative communautaire qui soutient la création de jardins potagers biologiques et durables dans les écoles et les collectivités partout dans le pays. Les ateliers organisés enseignent aux participants les principes d'une exploitation agricole viable et la façon de créer et d'entretenir un jardin potager. Dans le but de développer ce programme à l'échelle nationale, la Fondation enseigne aux familles locales les pratiques agricoles durables qu'elles peuvent ensuite appliquer chez elles. Cela leur permet non seulement d'améliorer leur régime alimentaire mais aussi de tirer des revenus pour la communauté.

L'étape suivante dans notre paradigme de développement social consiste à adopter des politiques et à établir des partenariats qui favorisent la création d'emplois et l'émancipation économique. Des organisations internationales telles que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Banque interaméricaine de développement (BID) se sont régulièrement associées aux gouvernements et à des organisations de la société civile pour stimuler le développement durable. Tel qu'annoncé dans un communiqué de presse récent du PNUD en République dominicaine, un partenariat entre le PNUD et Fundación Popular œuvre à l'inclusion sociale de quelque 3.000 femmes issues de communautés pauvres de la municipalité de Mao dans la province de Valverde. Cette initiative qui mobilise près de 30 organisations de la société civile dans la région aura pour objectif de former les femmes dans des domaines tels que la viabilité environnementale, la gestion, les finances et l'entrepreneuriat pour leur permettre d'en savoir davantage sur la viabilité environnementale, d'accroître leur autonomie économique et d'améliorer leur contribution à la production locale. En tant que principale pourvoyeuse de financement du développement en Amérique latine, la BID est un autre exemple d'acteur de choix dans notre paradigme. Elle participe actuellement à un projet d'investissement, d'une valeur de 817.000 dollars,

visant à mettre au point un plan de gestion intégrée des déchets solides en République dominicaine et à mettre en œuvre un projet pilote de recyclage dans 4 municipalités du pays. Le programme devra créer des emplois dans les municipalités les plus pauvres du pays tout en installant un système de gestion durable des déchets. La Fondation mondiale pour la démocratie et le développement elle-même plaide activement en faveur du recyclage. Son programme ReCreate illustre bien comment la productivité locale et l'inclusion sociale peuvent être combinées pour avoir une incidence positive sur le développement durable de la République dominicaine. Mis au point en 2012, ce programme unique de recyclage propose aux femmes, aux jeunes et aux enfants des ateliers sur le recyclage d'art dans toute la République dominicaine. Il y est enseigné comment l'intégration de la technique de recyclage des déchets dans l'art peut responsabiliser les individus et les collectivités. Grâce à ces ateliers, le programme donne aux individus et à leur communauté l'occasion de lancer leur propre entreprise, transformant ainsi ce projet éducatif en une source de revenus en leur inculquant l'esprit d'entreprise.

En conclusion, l'objectif principal de ce paradigme de développement consiste à autonomiser les individus et les communautés grâce à des programmes sociaux novateurs. Des initiatives comme ReCreate démontrent à suffisance la nécessité de donner les moyens aux groupes de femmes, de jeunes et d'enfants défavorisés de participer à la prise de décision au niveau local, notamment lorsqu'ils n'ont pas les mêmes chances d'accès à l'emploi que les hommes. Le même principe s'applique aux personnes handicapées qui sont souvent rejetées par la société lorsque des instruments institutionnels ne sont pas appliqués pour protéger le rôle précieux qu'ils jouent. Des organisations de la société civile telles que la fondation Francina Hungria en République dominicaine ont joué un rôle important dans la promotion des droits des personnes handicapées et du précieux rôle économique qu'elles jouent dans la société. Victime d'une agression dans la rue qui l'a rendue aveugle il y a plusieurs années, Francina Hungria a trouvé la force de vivre avec son handicap et de créer une fondation qui s'emploie à faciliter le déplacement des personnes handicapées dans les rues à Santo Domingo. Francina entreprend des démarches pour obtenir l'autorisation d'ouvrir une école de technologie bilingue qui contribuera à la formation des enfants aveugles, offrant ainsi aux garçons et aux filles des différentes provinces la possibilité de s'intégrer dans la société et de se servir de la technologie pour jouer un rôle clé dans le développement du pays.

L'éducation et l'engagement des individus, ainsi que le développement des économies locales, constituent clairement un paradigme de développement essentiel pour assurer la promotion du développement durable, tant dans les pays développés que dans les pays en développement, partout dans le monde. Toutefois, comme le montrent les actions d'organisations de la société civile telles que la Fondation mondiale pour la démocratie et le développement, cette transition ne sera efficace que si elle est soutenue, au niveau national et local, par chacune des parties prenantes concernées dans les secteurs public et privé.

La Fondation mondiale pour la démocratie et le développement espère que cette déclaration fournira de nouvelles orientations aux participants à la cinquante-quatrième session de la Commission du développement social.